

**Jean-Paul LEGRAND**  
**Fédération du Tarn (81)**  
**Section de l'Albigeois**

**Pour une candidature communiste qui soit à la hauteur des enjeux**

Tenant compte d'une socialisation des moyens de production très importante ces 40 dernières années et d'une concentration du capital dans des sociétés multinationales souvent en situation de monopoles, ce sont environ 250 grandes entreprises de plus de 2500 salariés qui dépendent directement des décisions capitalistes.

Chaque jour la crise que nous vivons se traduit par la mise en œuvre de ces décisions qui provoquent des réductions d'activités et d'effectifs, des suppressions d'emplois massifs, des fermetures d'entreprises. La grande bourgeoisie utilisant le prétexte de la crise sanitaire, a liquidé dans la dernière période environ 1 million d'emplois soit en moyenne 10.000 par département.

A cela s'ajoute la politique du pouvoir de casse des services publics et d'accompagnement de la bourgeoisie dans sa frénésie d'accumulation qui la conduit à délocaliser de très nombreuses activités entraînant des politiques gravissimes de chômage et de pénurie comme on l'a vu pour les hôpitaux publics, et pour ne citer que quelques exemples actuels la production de masques, de vaccins, et donc la dépendance grandissante de la France vis-à-vis d'autres nations.

Ces modifications en profondeur du mode production en France ont également eu des conséquences sur l'ensemble des structures de la société. Les restructurations et destructions d'activité ont produit des effets politiques majeurs sur l'organisation syndicale et politique des travailleurs, avec un recul notoire de la conscience de classe des exploités et parallèlement celui d'une influence du PCF qui s'est progressivement dégradée et qui s'était construite sur la base de l'ancienne réalité industrielle, son engagement dans la lutte héroïque pour la libération nationale, sa contribution décisive à la création de la sécurité sociale, des services et entreprises publics.

Pour des raisons qu'il conviendrait d'étudier, le PCF n'a pas pris la mesure de la stratégie de la grande bourgeoisie pour briser la montée des grandes conquêtes ouvrières, celle des luttes d'indépendance, et pour détruire le camp socialiste. La concurrence entre capitalistes n'a pas effacé chez eux leur conscience de classe : au contraire ils se sont organisés pour trouver les meilleures stratégies afin d'en finir avec ce qu'avait inauguré la révolution de 1917 en s'appuyant sur les erreurs et échecs de l'URSS et des pays socialistes et se prémunir contre toute nouvelle tentative révolutionnaire. Alors que la bourgeoisie menait sa contre-offensive de façon efficace, le mouvement communiste international se divisait (URSS-Chine, Eurocommunisme) et sous la juste raison de trouver une voie originale au socialisme, le PCF allait s'engager toutefois dans une stratégie d'alliance avec la social-démocratie qui s'est traduite par son considérable affaiblissement à la fois comme force populaire et comme force électorale.

Nous ne pouvons pas penser l'avenir du PCF sans revenir sur ce temps long et sur les transformations du capitalisme à l'échelle mondiale et leurs conséquences sur l'avenir de notre nation. Ainsi n'est-il pas illusoire, voire très peu lucide, de contribuer à l'idée défendue par les autres forces politiques

que l'élection présidentielle de 2002 pourrait permettre d'améliorer la vie de la majorité de nos concitoyens ? Nous savons d'expérience que pour cela il faudrait un mouvement populaire d'un très haut niveau de conscience de classe qui s'engagerait massivement dans un début de rupture avec la domination capitaliste et dans les conditions de cette élection, d'un candidat qui représenterait et soutiendrait ce mouvement sur la base d'un programme qui serait issu de ce mouvement populaire. Or il nous faut constater que toutes les forces politiques de droite comme de gauche sont engluées désormais dans les dogmes libéraux, sociaux-démocrates, neo-fascistes et populistes qui tous sont ceux du capitalisme en crise qui tente de sauver sa peau face aux contradictions qu'il génère dans les réponses qu'il apporte aux deux plus grands défis posés à l'humanité et qui sont liés indissociablement : la démocratie et l'écologie.

La sous-estimation durant de longues années de la question des alliances au sein même de notre peuple a été une erreur stratégique fondamentale. La grande bourgeoisie avait fort bien compris qu'il s'agissait de couper la classe ouvrière des couches moyennes émergentes pour briser toute perspective révolutionnaire. Elle s'y est employée avec la social démocratie, le PS, le jeu malsain avec le FN puis celui avec LREM-RN et avec toute les campagnes idéologiques du libéralisme-libertaire, anti-communistes, anti rationalistes, anti progressistes en général jusqu'à aujourd'hui en privilégiant les thèses ultra-libérales et néo-fascistes notamment en favorisant sur le terrain des idées tout ce qui obscurcirait voire anéantirait la réalité de la lutte des classes.

Dans cette situation seul le PCF pourrait constituer la force politique visionnaire qui agirait pour alimenter et organiser politiquement le mouvement populaire sur des bases totalement nouvelles que celles qui ont servi historiquement jusqu'ici et qui étaient fondées sur les stratégies d'union au sommet qui ont conduit le mouvement populaire et le PCF à l'échec.

Nous devons être porteurs d'une ambition à la mesure des enjeux historiques que nous connaissons et pour cela devenir la nouvelle force politique capable d'organiser et de mobiliser un mouvement populaire conscient et agissant pour modifier le rapport des forces entre la bourgeoisie capitaliste dominante et l'ensemble des couches qui se prolétarisent à la vitesse grand V.

En effet par leur déclassement rapide et extrêmement brutal, sous couvert de crise sanitaire mais fondamentalement en raison de la crise capitaliste, des millions de travailleurs souvent hautement qualifiés se retrouvent dans la plus grande précarité et dans le chômage, rejoignant le nouveau prolétariat du XXIème siècle.

C'est ce prolétariat qu'il s'agit de conquérir politiquement en alliance avec les travailleurs des grandes entreprises qui constitue potentiellement la classe révolutionnaire qui peut bousculer la donne politique actuelle. C'est pour cette raison qu'une candidature communiste pourrait se justifier à l'élection présidentielle : sachant que tout autre candidature ne pourrait offrir que des impasses politiques fondées sur des choix par défaut, une candidature communiste peut se mettre à la disposition de la construction d'un programme dans les luttes pour le rassemblement populaire et pour contribuer à l'élévation de la conscience de classe. Certes ce travail ne créera pas immédiatement les conditions d'un mouvement suffisamment conscient et puissant pour affronter victorieusement le capital, mais il est la condition pour, que quel que soit le président élu, nous ayons commencé dans la société à construire un rapport de force politique, ainsi qu'aux législatives par l'élection de nombreux députés communistes et dont le nouveau président devra tenir compte.

